



PLAN D'AFFECTATION COMMUNAL
Séance de conciliation – Procès-verbal

| | | | | | |
|--------------|------------------------------------|-------------|------------|--------------|-------|
| Lieu | Administration communale, Cully | Date | 20.05.2025 | Heure | 10h15 |
| Sujet | Réglementation de la zone centrale | | | | |

| | |
|----------------------------|---|
| | Présences |
| Commune de Bourg-en-Lavaux | M. Jean-Yves Cavin, Municipal Mme Nadine Schmied, Cheffe de service Mme Sorya Cornet |
| Bureau GEA | Mme Florence Rey, Géographe-Urbaniste |
| Opposant.e.s | Mme Marie-Claude et M. Jean-Marc Badoux, accompagnés de Mme Violaine Badoux, parcelle 2171, opposition n°43 |

| | |
|------------------------|--|
| Intervenant.e.s | Griefs des opposant.e.s |
| <i>Mme et M Badoux</i> | Protection insuffisante du patrimoine bâti. Opposition sur les articles 26, 68 et 70 du règlement du PACom, ne pas autoriser les surélévations de buchers (parcelle 2172). |

| | |
|-------------------------|--|
| Intervenant.e.s | Discussion |
| <i>M. Cavin</i> | M. Cavin rappelle le cadre réglementaire et légal dans lequel la révision du PACom prend place et les objectifs de la séance. |
| <i>Mme Schmied</i> | Mme Schmied explique que l'élaboration du PACom intègre pleinement les objectifs de protection du patrimoine bâti. |
| <i>M. Cavin</i> | Dans le cadre de l'harmonisation des instruments de planification, M. Cavin mentionne que la commune a mis en place un nouveau dispositif pour la réglementation des bourgs. |
| <i>M. et Mme Badoux</i> | Selon les opposant.e.s, le fait que les bâtiments en note *6* au recensement architectural du Canton, dans les bourgs d'Epesses, puissent être modifiés dans une plus grande mesure que les bâtiments de note plus basses, notamment qu'ils puissent être réhaussés de manière plus importante, aura un impact sur les bâtiments notés en note *1*, *2* et *3*, du fait de leur proximité. Cela dénaturera le quartier et les bâtiment en note *1*, *2* et *3* |
| <i>Mme V. Badoux</i> | Mme V. Badoux rappelle que le souci majeur est qu'une majorité des bâtiments de leur quartier sont en note *6* au recensement architectural du Canton et qu'il est prévu que seuls les bâtiments recensés en note *1*, *2* et *3* soient envoyés au Canton pour préavis. Selon sa lecture, le nouveau règlement semble présenter moins d'exigence de protection que le règlement en vigueur. |





- M. Cavin* L'art. 63 et suivants du nouveau règlement mentionnent les différentes étapes pour arriver à un permis de construire.
- M. Badoux* M. Badoux demande à ce que les gabarits des bâtiments existants dans la zone centrale soient figés, en particulier les note *6* du quartier ouest d'Epesses.
- Mme Rey* Mme Rey explique que le fait de figer les gabarits existants pourraient conduire au fait de ne pas entretenir les bâtiments concernés. Par ailleurs, il ne pourrait pas être justifié de figer les gabarits des bâtiments ne présentant pas de qualités patrimoniales (notes 6 et 7) et de laisser une marge d'évolution aux bâtiments mieux notés.
- Elle en vient au projet situé sur la parcelle 2172 qui dérange les opposant.e.s. La grange actuelle ne présente pas une morphologie en harmonie avec le tissu bâti existant. L'agrandissement du bâtiment n'est pas un gage de non-respect du patrimoine. En cas d'intervention, le propriétaire doit faire la démonstration de la bonne intégration de son projet.
- Mme V. Badoux* Mme V. Badoux revient sur le fait que le nouveau règlement est plus permissif que l'ancien.
- Mme Schmied* Mme Schmied explique que les interventions au sein de sites patrimoniaux ne peuvent pas être systématiquement réduites à des normes. Il est plus pertinent de permettre aux projets d'être jugés au cas par cas.
- M. Cavin* M. Cavin explique que le procès-verbal de la séance sera transmis aux opposant.e.s avec un délai pour indiquer s'ils maintiennent ou retirent leur opposition. La Municipalité remettra ensuite un préavis portant sur l'adoption du PACom et les propositions de réponses aux oppositions maintenues au Conseil communal pour adoption. Puis, le dossier sera transmis au Canton pour approbation.
- Fin de la séance à 11h10

| |
|---------------------|
| Distribution |
|---------------------|

A la Municipalité et aux opposant.e.s.

Les remarques éventuelles sur le contenu du présent procès-verbal sont à transmettre par écrit au service urbanisme et durabilité dans un délai de 10 jours dès la réception du présent procès-verbal.

Procès-verbal établi à Cully, le 13.06.2025, corrigé le 25.08.2025.